

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA FGAF SE MOBILISE POUR LE POUVOIR D'ACHAT
ET LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC

La **FGAF** a appelé l'ensemble de ses adhérents à participer massivement à la journée de mobilisation interprofessionnelle du 29 janvier prochain.

Réformiste et autonome, la **FGAF** n'a pas pour habitude de s'inscrire systématiquement dans les mouvements de protestation, souvent trop corporatistes ou manquant d'objectifs revendicatifs clairs. Néanmoins, la Fonction publique a fait l'objet, au cours des deux dernières années, de réformes et de projets qui remettent fondamentalement en cause le statut même des services publics à la française. La **FGAF** estime donc que le moment est venu de faire connaître au gouvernement son profond désaccord dans différents domaines.

◆ **En matière de pouvoir d'achat**

Le pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique a sensiblement baissé au cours des dernières années. Les quelques mesures décidées par le gouvernement, et acceptées par certaines organisations syndicales, telle que la GIPA, n'ont eu que des effets très limités. Les légères revalorisations générales de la valeur du point d'indice n'ont en aucun cas permis de contrebalancer l'augmentation du coût de la vie.

La FGAF exige l'ouverture immédiate de négociations salariales qui prennent en compte ces difficultés.

◆ **En matière de défense du service public**

Là encore, la **FGAF** observe depuis quelques années une remise en cause du service public, qui se traduit par des réductions drastiques d'effectifs, le démantèlement de services de proximité et une rationalisation à travers la RGPP qui ne tient absolument pas compte des besoins des citoyens.

Plus particulièrement, la pression exercée sur les hôpitaux est absolument intolérable, car comment peut-on imaginer appliquer une logique comptable et rechercher la rentabilisation de l'hôpital, quand ce service public touche à la santé des citoyens ?

La FGAF exige la tenue d'un Grenelle des services publics, qui aura pour objectif de définir, entre autres, le périmètre d'intervention de ces services publics.

◆ En matière de statut de la Fonction publique

Les objectifs fixés par le Président de la République et le gouvernement, pour remettre en cause les fondamentaux du statut, sont inacceptables. Les privatisations et externalisations, de plus en plus nombreuses, mais également toutes les propositions contenues dans le Livre blanc, ont pour objectif de transférer au secteur concurrentiel et marchand des pans entiers du service public.

La FGAF exige que le statut de la Fonction publique soit réaffirmé, pour garantir la neutralité et l'égalité de traitement des citoyens face à l'Administration.

◆ En matière de dialogue social

La FGAF relève qu'aujourd'hui, le dialogue social n'a plus aucun contenu, pour ne pas dire qu'il est totalement absent. Il se réduit aux annonces gouvernementales, sans qu'aucune concertation ne les précède.

Là encore, la FGAF exige une requalification de la notion de dialogue social et le respect des partenaires sociaux, qui ont, eux aussi, une légitimité.

* *
*

Contact FGAF : 01 42 80 00 55

Secrétaire général : Antoine BREINING : 06 08 93 86 87

Responsables communication : François PORTZER : 06 13 05 52 42

Marilyne BUREAU : 06 64 19 85 80